

FONTENAY-SOUS-BOIS Enquête publique

Exprimez-vous sur le prolongement du T1

Vous voulez en savoir plus sur le projet de prolongement du T1 de Bobigny (Seine-Saint-Denis) jusqu'à Val-de-Fontenay ? Donner votre avis ? Poser des questions ? L'enquête publique démarre aujourd'hui et durera jusqu'au 31 juillet prochain.

Le tramway qui viendra de Seine-Saint-Denis arrivera à la gare de Val-de-Fontenay, ce qui permettra de le relier avec les RER A et E et à terme avec le Grand Paris Express et le métro de la ligne 1.

D'une longueur totale de 11 km, le prolongement adapte 3 km de la ligne T1 existante. « Un double terminus au pôle Pablo Picasso de Bobigny est créé », précise le dossier d'enquête. Les quais de stations sont allongés jusqu'au terminus actuel (Noisy-Le Sec - gare RER). 8 km de ligne nouvelle sont créés en direction de Val-de-Fontenay. Pour assurer la continuité du tracé, deux ouvrages de franchissement des autoroutes A3 et A86 sont construits à Romainville et Fontenay-sous-

Bois. » Pour rencontrer le commissaire-enquêteur, rendez-vous à la Maison de l'habitat et du cadre de vie (6, rue de l'Ancienne mairie), demain, le mercredi 10 juillet et le mercredi 31 juillet, de 9 heures à midi.

À Fontenay, le projet a toujours fait l'unanimité, puisqu'il permet de relier la ville à la Seine-Saint-Denis plus facilement. En revanche, certains commencent déjà à s'inquiéter des conséquences sur la circulation de l'aménagement des routes pour favoriser le passage du tramway. Les Fontenaysiens devront notamment se prononcer, durant cette enquête publique, sur la transformation en boulevard urbain de la bretelle d'accès menant de l'autoroute A3 à Montreuil et Fontenay. Ces travaux pourraient empêcher Fontenay de conserver cet accès direct entre l'A3 et la ville. Le reste du projet ne semble pas présenter de difficultés majeures pour les habitants.

L.P.

Charenton. Elections municipales de 2014

Le maire devrait passer la main

Al'écouter, le maire UMP de Charenton, Jean-Marie Brétillon ne devrait pas repartir aux prochaines municipales. Il réunit sa majorité en bureau municipal élargi ce soir pour trancher la question. « Les deux derniers mandats ont été réussis. Mais face à une conjoncture difficile, dans le contexte de Paris métropole, des grandes intercommunalités... je suis très inquiet, confie-t-il. Il faut une nouvelle méthode de gestion. C'est le moment de passer le relais à quelqu'un de plus jeune. » Comprendre : son premier adjoint Hervé Gicquel. Les investitures UMP doivent être connues dans le département avant la fin du mois.

Une appellation pour les « artisans restaurateurs »

Le sénateur Cambon défend le « fait maison »

A chacun sa cuisine, mais Christian Cambon, sénateur maire UMP de Saint-Maurice a décidé, lui, de défendre la restauration française pratiquant le « fait maison ». Il vient de déposer une proposition de loi portant création d'une appellation d'*« Artisan restaurateur »*. « Il est nécessaire d'offrir aux restaurateurs qui pratiquent la cuisine maison de mieux faire connaître leur savoir-faire », déclare le parlementaire qui ne fustige personne. « Certes, les établissements répondent tous au vocable de restaurant, mais en fait, les modes de préparation des plats sont bien différents. Dans certains restaurants, on pratique le réchauffage, l'assemblage, et d'autres, artisans restaurateurs, font de la cuisine maison, élaborée sur place, en respectant nos savoir-faire traditionnels. Ceux-là donc méritent une attention particulière. »

Le collectif des Reposeurs lance une nouvelle campagne

Ils veulent réduire la place de la pub dans le métro

Le collectif des Reposeurs, partisans d'un « métro reposant », entendez « avec moins de publicité », a commencé samedi sa nouvelle campagne de sensibilisation à la station de métro Châtelet. Ces militants demandent le remplacement des panneaux de 4 m par 3 m par des placards de 50 cm sur 70 cm, ce qui réduirait considérablement la surface dévolue à la pub dans chaque station. Jusqu'à dimanche prochain, ils colleront sur les affiches 4 par 3 des papillons adhésifs, des calicots ou des feuilles de format A4 couverts de différents messages : « La pub pollue nos rêves » ; « La pub fait dé-penser » ; « 50 par 70 cm, c'est bien assez ! »... « Nous encourageons les usagers du métro à faire de même », précise Sylvain (photo), ingénieur en informatique de 29 ans. Soucieux d'expliquer son action, ce collectif créé il y a deux ans ira à la rencontre du public, sur la place Edmond-Michelet (I^{er}), un jour sur deux jusqu'à dimanche, de 18 h 30 à 19 h 30.



LE PLESSIS-TRÉVISE Après l'agression de deux arbitres samedi

Deux jeunes encore en garde à vue

Deux suspects, un jeune majeur et un mineur, étaient encore en garde à vue hier soir après l'agression, samedi après-midi, de deux arbitres à la fin d'un match de football amateur au Plessis-Trévise. Le troisième mineur appréhendé a été libéré.

Samedi après-midi, les deux arbitres ont été agressés au stade Louis-Bonet, au Plessis-Trévise par une trentaine de personnes descendues des tribunes après la victoire de Viljeuf sur Champigny-sur-Marne (4-1) en finale départementale des moins de 17 ans. L'arbitre de champ, touché au visage, s'est vu prescrire sept jours d'incapacité temporaire de travail (ITT). L'autre arbitre, touché au dos, s'est vu prescrire trois jours d'ITT. Les deux jeunes gardés à vue, un jeune homme de 18 ans et un adolescent de 15 ans, seront probablement déférés au parquet aujourd'hui. La police procède actuellement à d'autres

identifications, en s'appuyant sur les caméras de surveillance installées au stade.

■ Le préfet va rencontrer les dirigeants

Contrairement à ce qui avait été signalé au début de l'affaire par les autorités, un encadrant du club de Champigny, présent samedi, assure que le joueur de Champigny expulsé tout près du coup de sifflet final n'a « ni harangué la foule ni frappé l'arbitre ». L'homme qui souhaite conserver l'anonymat précise : « Au milieu de la deuxième mi-temps, on sentait que cela allait dégénérer. Les spectateurs étaient chauds, les organisateurs avaient été prévenus et il leur avait été demandé d'alerter la police.

Hier, à la suite de cet incident et des échauffourées qui ont éclaté voilà quinze jours entre Ivry et Fontenay, le préfet du Val-de-Marne a an-

noncé qu'il allait rencontrer en ce début de semaine les représentants départementaux de la Ligue de football. Lors de cette réunion, Thierry Lelou souhaite « examiner les modalités d'alerte et les mesures préventives à adopter en cas de match sensible » mais aussi « faire le point sur les moyens nécessaires pour prévenir la réitération de ces comportements inadmissibles ». Parallèlement, aujourd'hui, la ministre des Sports Valérie Fourneyron évoquera la question au ministère lors d'une rencontre avec Patrick Vajda, président de l'Association française du corps arbitral multisport (AFCAM).

CORINNE NÈVES

www.leparisien.fr/94

> VIDÉO

Le match Ivry - Fontenay qui a dégénéré

L'HAY-LES-ROSES Christiane Taubira a inauguré le Forum

La ministre soutient les acteurs de l'égalité



L'Hay-les-Roses, samedi. La ministre de la Justice, Christiane Taubira a rencontré une quinzaine de gardiens de prison venus l'interroger sur les problèmes de sécurité puis a lancé la deuxième édition de ce forum des acteurs. (L.P. A.)

« Comme on doit dénoncer ce qui ne va pas, il faut également donner de la lumière aux actions locales qui renforcent l'égalité. Et ce qui est organisé ici est une très belle initiative. » Christiane Taubira a plébiscité, samedi, le forum des acteurs de l'égalité et du vivre ensemble organisé au Moulin de la Bièvre à l'Hay-les-Roses.

Après une vive discussion avec une quinzaine de gardiens de prison venus l'interroger sur les problèmes de sécurité, la ministre de la Justice est venue lancer la deuxième édition de cette journée inédite placée sous le signe de la lutte contre les discriminations. Au programme : des tables rondes sur la diversité comme objet d'étude, les acteurs publics et institutionnels pour agir, les métiers existants dans ce secteur... « L'objectif, c'est

de faire se rencontrer tous les acteurs, de les mettre en réseau, de faire émerger des idées afin de faire progresser le vivre ensemble », précise Stéphane Coloneaux (PC), maire-adjoint aux Droits de l'Homme et au métissage à l'Hay-les-Roses. Homosexuels, femmes, personnes en surpoids, en situation de handicap, Rom... Toute personne discriminée est représentée à travers les dix-neuf structures du village des associations.

L'occasion pour elles de faire passer leur message : « Il y a urgence à faire évoluer les mentalités, estime Claudia Brotons Sannka-Teléphe, présidente de l'association Allegro Fortissimo. Parfois, les personnes en surpoids ne peuvent pas acheter de maison à cause du surcoût des assurances. On nous associe également trop souvent à la malbouffe ou alors on estime que

nous sommes malades. Il faut arrêter ! »

Des propos qui font écho aux paroles de la ministre : « La société ne doit pas humilier les citoyens. Or, il y a parfois des mécanismes publics qui participent à ça. Notre exigence pour vivre ensemble c'est l'égalité. » Alors que les périodes de crises sont propices au rejet de l'autre, la ministre a appelé « à faire face aux difficultés sans se défausser sur ceux qui seraient plus visibles et qui seraient responsables. »

Après avoir distribué au public quelques roses piquées dans une corbeille qui lui était offerte, la ministre est finalement repartie sous les huées d'une vingtaine de participants de la « Manif pour tous » venus lui demander d'abroger la loi instaurant le mariage pour les homosexuels.

ANNE-LAURE ABRAHAM